



N° BLE/12 - 17 juillet 1957

AFRICAINS DU NORD EN FRANCE et responsabilités chrétiennes du fonctionnaire

Jacques GHYS

*Allocation d'ouverture des "Journées Chrétiennes de la Fonction Publique"
organisées par l'Union Nationale des Fonctionnaires Catholiques (mai 1956)*

Chers Amis,

Vous demandez chaque jour à Dieu :

Que son Nom soit sanctifié,
Que son Règne arrive,
Que sa Volonté soit faite.
Et vous le demandez de toutes vos forces.

Avez-vous conscience que, fonctionnaires et fonctionnaires chrétiens, vous pouvez quelque chose pour ce Règne ? Savez-vous que cette prière pourrait ne pas rester un souhait, si, passant par vos mains, dans et par l'exercice quotidien de vos fonctions, elle se transformait en Règne concret et effectif du Seigneur ?

"Il faut croire à ce que l'on fait et le faire dans l'enthousiasme".

Il faut croire à votre devoir d'état : à ses aspects personnels - source de grâces et de mérites devant Dieu bien sûr - mais aussi à la valeur de ce devoir d'état correctement rempli pour l'avancement du Règne de Dieu.

"Créateurs" comme le Bon Dieu, "Administrateurs" de vie, "Agents" du bien commun, "Réalisateurs" de son règne, nous pouvons et devons l'être dans et par notre rôle et notre fonction dans la vie publique.

* * *

Voulez-vous, pour rester concrets que nous prenions quelques exemples que vous me pardonneriez de choisir parmi mes propres préoccupations de tous les jours. Je tacherai de vous montrer jusqu'où vont quelquefois vos responsabilités. Nous orienterons ainsi notre journée pour un meilleur service du Seigneur.

Un premier exemple : Hébergement des travailleurs nord-africains.

Le Règne de Dieu ne peut s'étendre que dans la vraie liberté de l'esprit. Certaines institutions ne la permettent malheureusement pas ou ne la permettent plus. Il faut que vous le sachiez.

Nous nous trouvons par exemple, quelquefois en matière nord-africaine, devant certaines structures de semi servitude mentale et spirituelle telles que celles qui règnent dans la caravane du désert, au village patriarcal, dans la ville traditionnelle et en conséquence quelquefois même chez nous, dans certains cafés-hôtels ou certaines rues, dans certaines équipes de travail ou certains centres d'hébergement nord-africains. Nous pensons pouvoir affirmer que, dans ces cas, jamais le "règne" spirituel, par la sainte liberté des enfants de Dieu ne pourra se développer.

Les sociétés sont, elles aussi, âme et corps et la santé du corps n'est pas indifférente à la santé de l'âme ; elles sont structure et esprit et la bonne structure est indispensable à la vie de l'esprit.

Les travailleurs nord-africains de France vivent donc - si c'était de leur faute nous ne pourrions que nous en désoler - mais c'est notre faute aussi, et c'est plus grave - dans de multiples "isolats" : cafés, hôtels, rues, centres d'hébergement ou d'apprentissage, équipes homogènes de travail, chambrées d'hommes seuls, etc. en-capsulées dans nos ensembles. Ils s'y soutiennent c'est vrai, et c'est heureux, mais n'y sont pas libres, et nombreux sont ceux qui voudraient échapper aux contraintes de la communauté, voir le pays, les choses et les gens qui les entourent, vivre à leur gré et quelquefois plus spécialement peut-être à l'heure actuelle, échapper à bien des pressions.

Leur liberté est ici compromise par l'inexistence ou l'insuffisance d'institutions adaptées qui ne peuvent, ou ne savent, les soutenir.

Les fonctionnaires donc, vous-mêmes peut-être personnellement, qui avez à orienter l'emploi des milliards budgétaires - excusez ce matérialisme apparent - que l'on a décidé de consacrer aux centres d'hébergement par exemple, ont là de graves responsabilités, et pas seulement financières.

De leurs mains - des vôtres, peut-être - pourront sortir en effet des "machines à habiter" constituées de telle manière que la liberté individuelle y sera impossible. De leurs mains - des vôtres, peut-être - pourront au contraire naître de "vrais logis" où la vie personnelle pourra s'épanouir avec tout ce que cela veut dire d'humain, c'est à dire d'épanouissement de la personne selon sa vocation, si humble soit-elle.

La liberté spirituelle, au sens chrétien du terme, de dizaines de milliers de travailleurs est en cause directement ou indirectement dans l'adoption de tel ou tel projet de financement.

Vos dossiers, Messieurs, c'est donc quelquefois un canton du Règne du Bon Dieu qui passe entre vos mains. Fonctionnaires, vous y pouvez quelque chose : à vous d'étudier avec intérêt et respect la trame, le tissu humain de ces dossiers, de ces plans et de ces projets.

Un autre exemple : La vie de famille des Africains du Nord émigrés en France.

Parce que certains fonctionnaires - ils ne sont pas les seuls et je ne leur jette pas la pierre - ont oublié ou même refusé de considérer que ces quelque 350.000 hommes sont liés en premier lieu dans l'ordre normal des choses naturelles à une famille comme tout le monde, nous subissons tous - et ils subissent les premiers, eux surtout - les conséquences affreuses de certaines situations inhumaines.

Nous nous sommes en effet souvent obstinés à ne voir dans ces travailleurs que des paires de bras et nous avons refusé quelquefois même d'aborder les conséquences familiales de leur déracinement, renouvelant ainsi les erreurs de toute la période d'essor, chez nous, du machinisme industriel naissant mais, cette fois, sans la part d'excuse que pouvait comporter, au XIX^e siècle, la nouveauté du phénomène.

Voulez-vous quelques détails. Des femmes musulmanes là-bas divorcent parce qu'elles se sentent abandonnées par leur mari qu'elles soupçonnent vivre en France, quelque part, avec une européenne. Un simple chiffre :

1.000 musulmans à Paris, viennent, en deux ans de répudier 1.000 de leurs femmes pour épouser - entendons-nous - 1.000 métropolitaines. Avons-nous le droit de tolérer de pareilles choses, voire de les faciliter par notre passivité.

L'impossibilité pratique pour ces hommes de se loger fait ainsi le malheur de milliers d'entre eux qui voudraient bien vivre en famille comme quiconque mais qui ne le peuvent absolument pas, parce que nos plans et nos projets n'envisagent pas l'aide à la famille nord-africaine. "Citoyens français", ils sont en situation d'égalité par rapport à toutes les autres familles, nous ne voulons pas regarder plus loin.

N'est-ce pas pour cela qu'ils vivent en groupes dans certains quartiers ? S'ils avaient leurs petits enfants dans leur maison, croyez-moi, vous ne les verriez pas le soir à Barbès ou rue de Chartres, y traînant leur désœuvrement, leur isolement, leur misère et leur chagrin à la merci de n'importe quelle distraction, ou coup de tête !

Chers amis, certains plans engagent le fonctionnaire plus qu'il ne le croit parfois. Il est souvent plus responsable qu'il ne le pense de ne pas susciter l'initiative privée ou en tout cas de ne pas l'aider quand elle se manifeste.

Nous voilà loin, n'est-il pas vrai, du fonctionnaire impersonnel, anonyme et irresponsable ?

* * *

Mes amis, vous penserez que je donne ici des détails qui relèveraient plutôt des conférences de tout à l'heure. Mais n'est-ce pas en partie votre Offertoire qui est en cause et la valeur de votre don ? Le Seigneur vous veut à son service dans et par votre devoir d'état. Votre messe c'est la jonction à son sacrifice de cela même qui est votre métier - étymologiquement : ministérium, fonction.

Acceptez donc de croire que le Seigneur veut parfois avoir besoin de vous.

Ouvrez vos yeux sur vos frères. Regardez-les. Respectez les initiatives et les personnalités. Scrutez les réussites et donnez-vous pour tâche de les multiplier à l'échelle de tout le pays si vous en avez le moyen et si vous en êtes sollicités.

Votre métier c'est de la charité et de la justice en action. Votre inertie, votre peur des responsabilités peuvent être cause, de grands maux.

Offrez au Père par le Christ et dans l'Esprit d'amour, aujourd'hui une fois de plus, tout ce que vous êtes et tout ce que vous avez, et tout ce que vous faites pour que son Règne arrive.

Messieurs, vos journées d'études sont consacrées aux populations d'Outre-Mer. Nos devanciers en ont accepté les aventures, nous devons en accepter les risques, tous tant que nous sommes, ou alors refuser l'héritage de nos pères. En avons-nous le droit ?

Le jour où nous n'assumerons plus ces risques, nous aurons pris notre part du déclin du rayonnement et des limites spirituelles de notre patrie et de notre christianisme.

La Providence a confié l'Evangile à Saint Pierre qui a providentiellement choisi l'Occident, premier grand support chrétien de l'Eglise.

"Les pas des légions ont marché pour Lui"; le bâtisseur, l'administrateur romain, ont été les artisans inconscients de la propagation du Règne du Christ dans tout l'Occident.

Nous en sommes les successeurs. Le message nous a été confié pour les autres. Personne ne nous fera admettre que nos devanciers ont eu tort dans le passé de se préoccuper de l'Afrique, de l'Amérique, de l'Asie. Les souverains pontifes eux-mêmes n'avaient-ils pas partagé le monde et ne l'avaient-ils pas confié, sur le plan chrétien, aux souverains chrétiens. Serions-nous devenus les derniers successeurs occidentaux des premiers apôtres et le temps est-il venu de passer la flamme et de disparaître parce qu'entre nos mains elle risque de s'éteindre. Chrétiens de France, nous ne le pensons pas.

Levain dans la pâte, les positions politiques internationales de notre pays nous font, chrétiens, un devoir de regarder les choses à l'échelle de nos responsabilités, de nous secouer aussi et de nous reformer si besoin était. Notre présence de par le monde, notre langue, l'hospitalité même, accordée sur notre propre sol, aux gens d'Outre-Mer, nous l'imposent.

La présence chez nous de centaines de milliers d'entre eux, la présence outremer de centaines de milliers des nôtres nous oblige à ne pas rester ou à ne pas redevenir "petits". Tant pis pour notre tranquillité. Ne nous lavons pas trop vite les mains.

Il faut préparer nos enfants à leurs responsabilités à ces responsabilités-là tout spécialement. Ne leur fabriquons pas un esprit étroit et replié : qu'ils osent donc regarder plus loin que les frontières de leur village, de leur province ou de leur patrie même. Il y va de leur christianisme : que votre Règne arrive, mon Dieu, et que j'y sois pour quelque chose, si vous le voulez bien... !

* * *

Je ne puis pas, vous me le reprocheriez, ne pas évoquer ici plus particulièrement les souffrances de l'Afrique du Nord et celles de l'Algérie tout spécialement. Des millions d'hommes de toutes tendances souffrent dans leur chair, dans leur cœurs dans toutes les fibres de leur être. Que faire ? Que choisir ? Où aller ? Que deviendront les enfants ? Qu'est devenu un tel ? Une partie d'une importance capitale se joue pour eux chrétiens ou musulmans depuis quelques mois. Leur avenir, l'avenir des leurs, tout leur passé aussi. Nous sommes tous liés, compromis, solidaires.

Epreuve effroyable de force. L'amitié entre chrétiens et musulmans tiendra-t-elle ? Résistera-t-elle à de tels coups.

Il est clair bien sûr que la grandeur française est fonction plus que jamais de la solution algérienne. Il est clair encore que l'avenir de l'Algérie est plus que jamais, dans un sens, ou un autre, lié à la solution française et à la valeur française. Les musulmans font confiance aux Français de France; Messieurs, vous êtes responsables de ce que vous faites en France et pour la France. J'ajouterai parce que j'en suis convaincu que le monde musulman tout entier observe et attend les solutions que nous saurons trouver en Algérie.

Derrière donc une France que je n'ose, hélas, plus appeler chrétienne, que timidement, je veux quand même et malgré tout, voir la chrétienté occidentale toute entière et ses traditionnelles et apostoliques responsabilités.

J'ai l'impression en particulier qu'au delà de cette épreuve le sort des minorités - et pas seulement des minorités chrétiennes - se joue. La France chrétienne ne s'est elle pas toujours fait le défenseur de ces grandes causes ? Les Arméniens pour ne prendre qu'un exemple nous en donnant une toute récente preuve. Allons-nous nous récuser ? Nous sommes responsables des idées que nous avons semées : l'émancipation de la femme, le sort de la jeunesse, la promotion des masses, la liberté de conscience, l'avenir de la liberté sont en cause et les musulmans le savent bien qui nous disent ne pas souhaiter notre départ. Croyez-moi, les meilleurs d'entre eux ne souhaitent pas n'importe quelle solution. Ils nous demandent de rester présents et de les aider, et qui les aidera si les chrétiens ne le font pas ?

C'est le Seigneur qui a guidé les pas de nos pères sur la terre africaine. Le Seigneur devra-t-il se repentir d'avoir confié à des mains françaises tel ou tel morceau de son Règne ?

C'est encore une fois la valeur de votre message de chrétien français qui est en cause. C'est toute la valeur des chrétiens de France qui est mise en question.

Auriez-vous donc trahi ?

Acceptons, en tout cas, ces angoisses pour prix de nos péchés d'action et d'omission. Nous avons péché, avouons-le, devant le Seigneur, même si nous n'acceptons pas n'importe quelle accusation des hommes, et ne fut-ce que pour n'avoir pas été assez chrétiens personnellement et publiquement et institutionnellement. Il est trop facile en effet de nous battre la poitrine sur celle de l'impérialisme et du fanatisme musulmans. Acceptons ces épreuves en demandant au Christ qu'il nous donne la force suffisante pour mener à bien quand même, la mission qu'Il nous a confiée ou qu'il a

confiée à nos devanciers. De toute façon ce n'est pas nous qui souffrons le plus en ces matières. Les musulmans "risquent" plus que nous.

L'Afrique du Nord tout entière, l'Algérie plus spécialement, connaît le feu et le sang.

Un fossé se creuse de jour en jour davantage entre les uns et les autres, une peur profonde fige les initiatives, la certitude que l'on a raison mais le sentiment que l'autre a aussi des raisons, tout cela fait que l'on ne voit plus comment l'on pourra ensemble bâtir une cité fraternelle.

Aux musulmans qui veulent faire un pas vers nous, leurs frères prétendent que ce n'est plus ou quo ce n'est pas encore le moment. Des menaces mêmes sont faites à tous ceux qui, publiquement, oseraient entreprendre quoi que ce soit qui ne soit pas le combat. Des chrétiens hésitent devant leurs responsabilités civiques et religieuses. Ils n'osent pas oser eux non plus.

Tous s'interrogent, tous sont effrayés. Chrétiens et musulmans ne se reconnaissent plus. Les hommes de Dieu demandent que l'on arrête à tout prix la haine grandissante et dévastatrice.

Mais nous ne pouvons en rester là. Certains d'entre nous peuvent agir - à leur échelon - sur ce qui se passe en Afrique du Nord. Qu'ils le fassent avec audace, avec ténacité, avec clairvoyance. -

Qu'ici au moins l'effort de charité et de justice individuelle et sociale demandé à tous en faveur des musulmans, nos voisins et nos frères, témoigne de notre bonne volonté. Que l'effort de compréhension et de réflexion souhaité ici de tous, que l'effort de construction amicale en France d'équipes fraternelles - petites Algéries symboliques - dans tout nos quartiers, nos paroisses, les usines, là où se trouvent des Nord-Africains, montrant que chrétiens et musulmans, dans un monde renouvelé, peuvent et doivent s'entendre à condition toutefois de se considérer envers et contre tout comme frères et de mettre Dieu comme pierre angulaire de leur maison.

J. GHYS
mai, 1956

